

<https://www.observatoire-collectivites.org/spip.php?article7013>

Revue de presse juridique territoriale

- Actualité -



Publication date: dimanche 30 avril 2017

Copyright © Observatoire Smacl des risques de la vie territoriale - Tous

droits réservés

Associations / Contentieux et procédure / Contrats et marchés publics / Fonction publique territoriale / Intercommunalité / Laïcité / Pouvoirs de police / Protection des données personnelles / Responsabilité civile / Responsabilité des constructeurs / Responsabilité pénale / Service public / Urbanisme

Associations

– Qualification de l’obligation de sécurité des associations sportives face au caractère « potentiellement » dangereux d’un sport **Géraldine Hudson**

Village de la Justice, 29 mars 2017, pages 1 à 2.

Contentieux et procédure

– De nouvelles règles en matière de compétence et de procédure administrative contentieuse **Odile Pierart**

RFDA, janvier février 2017, pages 16 à 18.

– La motivation des peines (en matière correctionnelle), Cass. Crim., 22 mars 2017, n°16-80050 **Alexis Mihman**

Gazette du Palais, n°13, 28 mars 2017, pages 17 à 21.

– La réforme de la prescription, enfin ! Loi n°2017-242 du 27 février 2017 **Jocelyne Leblois- Happe**

La Semaine Juridique, Edition Générale, n°15, 10 avril 2017, pages 729 à 737.

Contrats et marchés publics

– Indemnisation du concurrent évincé pour un marché antérieur à la décision « Département Tarn et Garonne », CAA Nantes, 10 janvier 2017, n°17NT01307 **Marion Ubaud Bergeron**

Contrats et Marchés Publics, LexisNexis, mars 2017, pages 42 à 44.

– Facturation électronique : le secteur public garde la main sur les données pendant dix ans, arrêté du 9 mars 2017 **N. K**

Le Moniteur, 4 avril 2017, page 1.

– Vices cachés : quand le code civil s'invite dans les marchés publics !, CE, 27 mars 2017, n°395442

Localtis, Caisse des Dépôts des Territoires, 11 avril 2017, pages 1 à 2.

– « Tous les contrats ne peuvent pas être des smart contracts » **Arnaud Touati**

RLDC, n°147, avril 2017, pages 39 à 42.

– L'archivage des factures papier sur un support numérique est enfin possible. Les entreprises peuvent enfin conserver, sous format électronique, les factures reçues sur support papier **Cécile Thiercelin**

Editions Législatives, Droit des Affaires, 3 avril 2017, pages 1 à 4.

– La commune commerçante **GD. Marillia**

La Vie Communale et Départementale, n°1061, avril 2017, pages 98 à 101.

Fonction publique territoriale

– L'insuffisance professionnelle du fonctionnaire et la question du reclassement, CE, 18 janvier 2017, n°390396

Nicolas Sautereau

La Semaine Juridique Edition Administrations et Collectivités Territoriales, n°13, avril 2017, pages 38 à 42.

– Déclaration d'intérêts et de situation patrimoniale : mode d'emploi pour les agents publics. A propos des décrets du 28 décembre 2016 **Pierre Villeneuve**

La Semaine Juridique Edition Administrations et Collectivités Territoriales, n°13, avril 2017, pages 34 à 38.

– Les discriminations dans la fonction publique : une réponse juridictionnelle limitée **Thomas Dumortier**

AJDA, n°12, 3 avril 2017, pages 661 à 667.

– De nouveaux droits pour les agents absents pour raison de santé **Pauline Armand**

La Lettre du Cadre Territorial, avril 2017, pages 50 à 52.

– La déontologie et la transparence s'installent dans une dynamique de vie professionnelle (colloque de l'Observatoire Smacl) **Jacky Richard**

La Semaine Juridique, Edition Administrations et Collectivités Territoriales, n°14, 10 avril 2017, pages 20 à 44.

– Le détachement et l'intégration directe **Sophie Soykurt**

La Gazette, 10 avril 2017, pages 64 à 65.

– Les députés protecteurs de la déontologie. A propos de la loi Sapin II **Elise Untermaier-Kerléo**

Droit Administratif LexisNexis, mars 2017, pages 15 à 22.

Intercommunalité

– Loi « Notre » et intercommunalité. La fusion d'établissements publics de coopération intercommunale **Céline Hodara**

La Gazette, 3 avril 2017, pages 52 à 53.

– Les conséquences des fusions d'établissements publics de coopération intercommunale **Céline Hodara**

La Gazette, 17 avril 2017, pages 48 à 49.

Laïcité

– Les crèches de Noël. Entre cultuel et culturel, CE, 9 novembre 2016, n°395122 **Jean Morange**

RFDA, janvier février 2017, pages 127 à 137.

Pouvoirs de police

– Le rôle du maire dans la prévention de la délinquance **Patrick Mozol**

Journal des Communes, n°2197, mars avril 2017, pages 50 à 52.

– Des feux d'artifice sous surveillance **Franck Chevallier**

Journal des Maires, avril 2017, pages 32 à 33.

– Les règlements et arrêtés sanitaires municipaux soumis au pouvoir d'exécution **Véronique Faure Tronche**

Le Courrier des Maires, n°311, avril 2017, pages 38 à 39.

– Publicités en bord de routes : une dérogation explicite aux règles de taille est nécessaire, CE, 12 octobre 2016, n°396433 **Philippe Grimaud**

Droit de la voirie et du Domaine public, n°195, mars avril, pages 48 à 50.

– Affichage publicitaire : articulation des différentes polices, CAA Marseille, 19 mai 2016, n°14MA04451 **Philippe Zavoli**

Droit de la voirie et du Domaine public, n°195, mars avril, pages 48 à 50.

– Une commune justifie-t-elle d'un intérêt à agir contre une décision prise au titre de la police des installations classées ?, CAA Marseille, 26 janvier 2017, n°15MA01059 **Frédéric Salvage**

Bulletin Juridique des Collectivités Locales, n°1/17, pages 66 à 71.

– Irrégularité de l'installation par une commune de lecteurs automatisés de plaques d'immatriculation aux fins d'assistance à la mission de police judiciaire assumé par l'Etat, CE, 27 juin 2016, n°385091 **Aurélié Virot Landais**

La Semaine Juridique Edition Administrations et Collectivités Territoriales, n°13, avril 2017, pages 18 à 21.

– La préméditation et la qualification d'attroupements ne font pas bon ménage, CE, 30 décembre 2016, n°389835 **Anne Margaux Halpern**

La Semaine Juridique Edition Administrations et Collectivités Territoriales, n°13, avril 2017, pages 43 à 44.

Protection des données personnelles

– Protection des données à caractère personnel et actions de groupe **Claudine Guerrier**

Revue Lamy Droit Immatériel, n°135, mars 2017, pages 36 à 39.

– Quelle portée pour ce fameux « droit à l'oubli » des moteurs de recherche ? **Cyril Chabert**

Revue Lamy Droit Immatériel, n°135, mars 2017, pages 45 à 49.

– Anonymisation et internet des objets : une « première » du Conseil d'Etat qui fera date, CE, 8 février 2017, n°393714 **Etienne Drouard**

Revue Lamy Droit Immatériel, n°135, mars 2017, pages 45 à 49.

Responsabilité civile

– Levée de rideau sur le projet de réforme de la responsabilité civile **Gaëlle Marraud**

RLDC, n°147, avril 2017, pages 15 à 17.

– Le projet de réforme du droit de la responsabilité civile **Suzanne Carval**

La Semaine Juridique, Edition Générale, n°15, 10 avril 2017, pages 706 à 707.

Responsabilité des constructeurs

– Garantie décennale. Le référé expertise prolonge le délai pour agir... Mais de combien ? Interruption ou suspension du délai, telle est la question. La jurisprudence est balbutiante **Raphaël Apelbaum**

Le Moniteur, 7 avril 2017, pages 84 à 85.

Responsabilité pénale

– Loi Sapin II : l'arsenal répressif français et les défis de la modernité – Aperçu des nouvelles obligations issues de la loi Sapin II - Réflexions pratiques sur la mise en œuvre du dispositif d'alerte professionnelle – Que doit on attendre de la nouvelle Agence française anticorruption ? – La Convention judiciaire d'intérêt public : en attendant la transaction pénale **Emmanuel Daoud**

Revue Lamy Droit des affaires, n°125, avril 2017, pages 18 à 47.

– Une éphémère modification de l'article 226-10 du code pénal **Emmanuel Mercinier**

AJ Pénal, mars 2017, pages 122 à 124.

– Légitime défense : si la riposte doit être intentionnelle, son résultat, lui, est indifférent, Cass. Crim., 17 janvier 2017, n°15-86481 **Pierre Jérôme Delage**

La Semaine Juridique, Edition Générale, n°15, 10 avril 2017, pages 717 à 719.

– Les députés protecteurs de la déontologie. A propos de la loi Sapin II **Elise Untermaier-Kerléo**

Droit Administratif LexisNexis, mars 2017, pages 15 à 22.

Service public

– Le collaborateur occasionnel et la protection fonctionnelle, CE, 13 janvier 2017, n°386799 **Marie-Christine Rouault**

Petites Affiches, n°67, 4 avril 2017, pages 6 à 15.

Urbanisme

– L'illégalité d'un permis de construire suffit-elle à caractériser l'anormalité du préjudice résultant de la construction de logements sociaux constituant un ouvrage public ?, CE, 28 septembre 2016, n°389581 **Xavier de Lesquen**

Bulletin Juridique des Collectivités Locales, n°1/17, pages 66 à 71.

– Un permis de construire peut-il être délivré à titre provisoire en cas de suspension d'une décision de refus ?, CE, 7 octobre 2016, n°395211 **Xavier de Lesquen**

Bulletin Juridique des Collectivités Locales, n°1/17, pages 10 à 71.

– Le permis de construire : une autorisation ordinaire ... qui reste méconnue **Valentine Tessier**

La Gazette, 3 avril 2017, pages 50 à 51.

– Contentieux des ICPE et opposabilité des règles d'urbanisme, CE, 16 décembre 2016, n°391452 **Jean-Charles Rotoullé**

AJDA, n°12, 3 avril 2017, pages 694 à 698.

– L'expropriation en 12 décisions récentes. Panorama de la jurisprudence qui a été rendue l'an dernier par les juges administratifs et judiciaires **France Charbonnel**

Le Moniteur, 31 mars 2017, pages 80 à 81.

– Permis de construire. Délivrance pour le compte de la commune

La Vie Communale et Départementale, n°1061, page 120.

– La loi Littoral s'applique directement aux autorisations d'urbanisme, CE, 31 mars 2017, req. N°392186 **Diane Poupeau**

Dalloz Actualité, 5 avril 2017, pages 1 à 9.

– Loi égalité et citoyenneté : les mesures relatives à l'urbanisme **Fabienne Nedey**

Maires de France, avril 2017, pages 74 à 75.

– Une erreur dans la mention du délai de recours ne permet pas un tiers de contester indéfiniment la décision en cause **Morgane Flaud**

Le Courrier des Maires, n°311, avril 2017, page 32.

– Sortir d'un PUP : à quel prix ? **Jean Baptiste Ollier**

La Lettre du Cadre Territoriales, avril 2017, pages 62 à 65.

– La loi littoral s'applique directement aux autorisations d'urbanisme, CE, 31 mars 2017, n°392186 **Diane Poupeau**

AJDA, n°13, 10 avril 2017, page 711.

– Avis insuffisamment motivé d'un commissaire enquêteur sur l'élaboration d'un PLU, TA Rennes, 11 mars 2016, n°1304854 **Jean-Claude Hélin**

AJDA, n°13, 10 avril 2017, pages 763 à 767.

– L'achèvement des constructions n'interdit pas au juge de surseoir à statuer pour permettre de régulariser, CE, 22 février 2017, n°392998 **Patrice Cornille**

Construction Urbanisme, LexisNexis, avril 2017, pages 22 à 23.

– Intérêt à agir contre un permis de construire modificatif, TA Nice, 8 décembre 2016, n°1604671 **Xavier Couton**

Construction Urbanisme, LexisNexis, avril 2017, pages 23 à 24.

– Annulation d'un refus de permis de construire : conditions de la cristallisation des règles d'urbanisme, CE, 23 février 2017, n°395274 **Xavier Couton**

Construction Urbanisme, LexisNexis, avril 2017, pages 21 à 22.

– Le droit de préemption urbain : un pouvoir de priorité contrôlé **Marie-Céline Pelé**

La Gazette, 17 avril 2017, pages 50 à 52.

